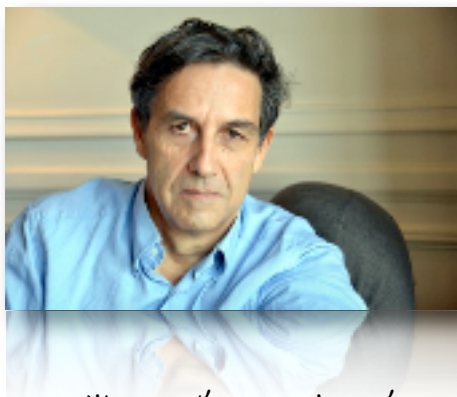


## Emmanuel Todd : "La menace, ce n'est pas les Fake News, c'est l'autoritarisme de l'État"

### Emmanuel Todd réagit ici au sujet des Fake News

Que pensez-vous du projet du gouvernement de faire voter une loi contre les "Fake news" ?



► Je suis très inquiet. Ce qui me frappe dans la période actuelle, alors que nous sommes censés vivre l'apothéose de la démocratie libérale après l'effondrement des totalitarismes, c'est le rétrécissement des espaces d'expression et de la liberté de pensée.

La liberté, depuis le Moyen Age, s'est d'abord définie contre l'Église et puis contre l'État. Dire que l'État va assurer la liberté d'expression, c'est un oxymore historique !

Et je suis plus particulièrement inquiet pour la France, en tant qu'historien, parce qu'elle est ambivalente dans son rapport à la liberté : elle est à la fois l'une des trois nations qui ont construit la démocratie libérale, avec l'Angleterre et les États-Unis, et le pays de l'absolutisme de Louis XIV, de Napoléon I<sup>er</sup> et Napoléon III, de Pétain et de l'ORTF.

Or nous sommes en train de vivre une désintégration des partis et de la représentation politique. Les groupes culturels et idéologiques antagonistes qui assuraient un pluralisme structurel de l'information (le PC, l'Église, le socialisme modéré, le gaullisme ...) ont implosé. Le pluralisme n'est donc plus assuré et les médias représentent de plus en plus une masse indistincte. Typiquement le genre de situation dans laquelle l'État peut émerger comme une machine autonome et se mettre au-dessus de la société, pour la contrôler.

La séparation des pouvoirs est de moins en moins assurée. La menace que je vois se dessiner ce n'est donc pas celle des Fake news, mais celle de l'autoritarisme de l'État et son autonomisation en tant qu'agent de contrôle de l'opinion.

Il sera d'autant plus autoritaire sur le plan de l'information qu'il s'avère impuissant sur le plan économique : la société est bloquée, avec son taux de chômage tournant autour de

10%, et de plus en plus fragmentée en groupes qui se renferment sur eux-mêmes (les Corses, les habitants de Neuilly, autant que les musulmans).

**Vous parlez de l'État, mais le risque n'est-il pas aujourd'hui du côté d'entreprises privées, comme Facebook ?**

► Que ces entreprises (les fameux Gafam : Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) ne paient pas les impôts qu'ils devraient, qu'ils aient des stratégies monopolistes, oui, bien sûr. Mais je ne crois pas que ces moyens d'échange entre individus, par ailleurs extraordinaires quant à leur capacité à faire circuler l'information, soient les puissances occultes qu'on nous décrit. Ce que je sais en revanche, c'est qu'il y a des pays où l'accès à internet est contrôlé, comme la Chine, un État semi ou post-totalitaire où la police est reine.

Attirer l'attention sur les Gafam, c'est détourner l'attention de l'acteur majeur et producteur principal de Fake news dans l'Histoire, qu'est l'État. Parce que nous sommes en économie de marché, les Français surestiment le libéralisme intrinsèque de leur société et ils sous-estiment la puissance de désinformation de l'État. La guerre d'Irak a pourtant commencé par des Fake news qui venaient de l'État américain sur les armes de destruction massive en Irak, avec Colin Powell qui agitait son petit flacon devant le conseil de sécurité de l'ONU ...

C'est l'État qui a la puissance financière, l'avantage de la continuité, le monopole de la violence légitime : s'il y a bien un producteur de Fake news à contrôler c'est l'État. Et l'État de son propre pays, pas les États extérieurs. **Le principe fondateur de la démocratie libérale, c'est, en effet, que si la collectivité doit assurer la sécurité du citoyen, le citoyen doit être protégé contre son propre État.**

En outre, les fausses nouvelles, les délires et les rumeurs mensongères, c'est l'éternité de la vie démocratique. Et l'idée même de la démocratie libérale, c'est de faire le pari que les hommes ne sont pas pour toujours des enfants. **Contrôler l'information, c'est infantiliser le citoyen.**

Au fond, ce débat évoque des classes dirigeantes en grande détresse intellectuelle. Comme elles ne comprennent plus la réalité qu'elles ont elles-mêmes créée, le comportement des électeurs, Trump, le Brexit..., elles veulent interdire. Non content d'avoir le monopole de la violence légitime, l'État voudrait s'assurer le monopole des Fake news.

**Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvions la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici.**